

## Dans la dérive libanaise s'entremêlent enjeux violents, fractures religieuses, sectarisme clientéliste, ingérences étrangères, crise économique et échecs de cohabitation entre les communautés.

*Jesús A. Núñez Villaverde*, codirecteur de l'Institut d'études sur les conflits et l'action humanitaire (IECAH).

# LE LIBAN NE PARVIENT TOUJOURS PAS À TROUVER SON PROPRE CAP

Comme chacun sait, tous les pays du monde sont artificiels, mais certains le sont plus que d'autres. Et le Liban est l'un des exemples les plus clairs des conséquences que produisent les décisions prises par des acteurs extérieurs (principalement la France, en l'occurrence), soumis à des fluctuations et des agendas qui vont au-delà de ses propres forces. Aujourd'hui comme hier, le pays du Cèdre reste convulsé jusqu'à ses racines, sans que l'on entrevoie le moment où il pourra redresser un cap désorienté où s'entremêlent enjeux violents, fractures religieuses, sectarisme clientéliste, ingérences étrangères diverses, scandales économiques et échecs flagrants de cohabitation entre les membres des différentes communautés confinées sur ses à peine 10 400 km<sup>2</sup>.

Cette impression reste inchangée, même si un accord de cessez-le-feu provisoire entre les forces de défense israéliennes (FDI) et la milice chiite du Hezbollah est entré en vigueur fin novembre. Le pacte stipule que le Hezbollah déplacera toutes ses forces au nord du fleuve Litani, tandis que l'armée israélienne se retirera au sud de la frontière commune dans un délai de 60 jours et que l'armée libanaise se redéploiera le long de la frontière. Ces conditions ressemblent beaucoup à celles qui avaient été convenues pour mettre fin à l'affrontement violent de 2006 et qui, comme on peut le constater, n'ont pas conduit à la paix.

### CE QUI COMMENCE MAL FINIT MAL

Le Liban a connu de nombreuses étapes depuis son indépendance en 1943, et s'il fut un temps envié dans

tout le monde arabe pour sa richesse et son dynamisme, aujourd'hui, après la flambée de la crise économique fin 2019, il en vient à être décrit par la Banque mondiale comme l'une des pires crises économiques enregistrées depuis le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. Les chiffres sont bien sûr dévastateurs, avec une dette extérieure dépassant 350 % de son PIB (ce qui en fait le pays le plus endetté au monde), une inflation de 221 % en 2023 (en septembre de cette année, elle a augmenté de 33 %), un taux de chômage qui avoisine déjà les 40 % et un déficit commercial de l'ordre de 68 % du PIB.

Tout cela fait que plus de 70 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, qu'il y a à peine deux heures d'électricité par jour et que la livre a perdu 95 % de sa valeur depuis octobre 2019 (ce qui signifie la ruine d'un grand nombre d'épargnants). Comme si cela ne suffisait pas, l'accord conclu avec le Fonds monétaire international en avril 2022 est bloqué par l'inaction des autorités de Beyrouth à mettre en œuvre les réformes impopulaires envisagées dans ses clauses, et les conférences internationales successives de donateurs (y compris la plus récente organisée par la France le 24 octobre) n'ont pas réussi à mobiliser les fonds nécessaires pour changer ces tendances négatives.

Les problèmes de ses 6,8 millions d'habitants (plus de 1,5 million de réfugiés) ne s'arrêtent pas là, car la crise n'est pas seulement économique, mais surtout politique et sociale. Un bon exemple en est la vacance du poste de chef de l'État depuis plus de deux ans, les différentes forces politiques n'ayant pas réussi à trouver un consensus sur le nom du successeur de Michel Aoun. Et



Affiche du Hezbollah posée sur les décombres d'immeubles résidentiels détruits lors d'une frappe aérienne de l'armée israélienne dans le quartier de Dahieh à Beyrouth, au Liban, le 14 novembre 2024./HOUSAM SHBARO/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

bien que ce ne soit pas la première fois qu'une vacance du pouvoir se produise, il est clair que le gouvernement dirigé par Najib Mikati (en fonctions depuis juin 2022) n'est pas en mesure de gérer convenablement une situation où les réseaux clientélistes et le sectarisme, basés sur une distribution des quotas de pouvoir qui ne profite qu'à leurs fidèles, laissent le Liban dans une situation pénible pour faire face aux nombreux défis qui s'imposent à l'ordre du jour national. Le fait est que, après une douzaine de tentatives infructueuses pour parvenir à un accord avec une majorité des 128 membres du Parlement national, l'attention se porte à nouveau sur deux candidats potentiels : Jihad Azour (ancien ministre et maintenant haut fonctionnaire du FMD) et Sleiman Frangié (soutenu à la fois par Amal et le Hezbollah), sans aucun signe de décision rapide, malgré la pression exercée par un nombre croissant de gouvernements désireux de disposer d'un interlocuteur valable.

Dans tout cela, ce qui apparaît clairement, sans aucune hésitation, c'est la profondeur du sectarisme, de la corruption et de l'incompétence d'une classe politique ancrée dans un *statu quo* quasi féodal. Le système de partage du pouvoir, basé sur le poids démographique de chaque communauté, a servi à l'époque à pacifier un environnement aussi agité que celui découlant de la compétition pour le pouvoir entre les 18 confessions religieuses présentes sur son territoire. Cependant, le temps a abouti à l'existence de véritables fiefs où le népotisme et le clientélisme ont fait que pour beaucoup de Libanais, il soit désormais préférable d'être membre

d'une secte, en attendant les sinécures ou les miettes que celle-ci peut leur apporter, plutôt que citoyen d'un État qui n'est même pas capable d'assurer la nourriture quotidienne de ses propres forces armées.

Cette situation interne désastreuse a intensifié la mobilisation populaire à un point tel que l'on pourrait penser que ces barrières sectaires sont en train de s'effondrer. La lassitude et les pénuries partagées par la grande majorité de la population ont conduit à une demande généralisée de nettoyage politique qui transcende les identités de groupe, exigeant la disparition de tous les acteurs qui contrôlent le pays à ce jour. Dans tous les cas, il est évident que ce mécontentement social ne s'est pas encore traduit par un pouvoir politique suffisant pour obliger les différentes forces politiques à modifier leur comportement.

Bref, pour un pays qui a subi une longue guerre civile (1975-1990) dont les plaies ne sont toujours pas cicatrisées, plusieurs invasions et occupations israéliennes, l'explosion en août 2020 de plusieurs entrepôts dans le port de Beyrouth (avec un bilan de plus de 200 morts), la pandémie de Covid-19, l'arrivée de centaines de milliers de désespérés fuyant les zones de conflit ouvert, comme la Syrie depuis 2012, auxquels s'ajoutent plus de 400 000 réfugiés palestiniens déjà présents dans le pays, le constat est terrifiant. Il n'est donc pas surprenant que la réalité nationale se résume aujourd'hui à l'image maintes fois répétée dans les rues libanaises : « il n'y a pas d'État », ce qui signifie en fin de compte tomber dans un « chacun pour soi » généralisé et un retour à la dépendance vis-à-vis des réseaux clientélistes que les différentes confessions et idéologies locales ont créés au fil des ans.

De plus, des facteurs externes aussi puissants qu'Israël et l'Iran, d'une part, et la France, d'autre part, ajoutent encore à la négativité d'une situation difficile-

## L'opération sur le Liban augmente la possibilité d'un retour à l'occupation israélienne et le déclenchement d'un conflit régional à grande échelle dans lequel l'Iran pourrait décider finalement d'utiliser toutes ses capacités et ses pions régionaux

ment soutenable plus longtemps. Dans ce dernier cas, les tentatives d'ingérence française sont bien visibles, même si elles sont présentées comme des tentatives de redresser la barre perdue par un pays que Paris, à l'époque, a décidé de créer de toutes pièces au service de ses propres intérêts. Dans le premier cas, le lien est immédiat entre les attaques israéliennes contre les intérêts iraniens sur le sol syrien pour court-circuiter la ligne d'approvisionnement de Téhéran au Hezbollah, et les tirs de roquettes de la milice chiite elle-même depuis le Sud-Liban contre le territoire israélien. Et plus encore aujourd'hui, suite à la décision du gouvernement dirigé par Benyamin Netanyahu d'envahir directement le territoire libanais, aggravant ainsi l'instabilité dans la région.

### ET, COMME SI CELA NE SUFFISAIT PAS, LA VIOLENCE GÉNÉRALISÉE

Depuis le 23 septembre dernier, avec le lancement de l'opération militaire des FDI « Flèches du Nord », le Liban est à nouveau entré dans une dynamique de violence généralisée. En fait, la violence était déjà un facteur très présent, les échanges de coups entre la milice chiite du Hezbollah et les forces armées israéliennes étant réguliers depuis trop longtemps. Mais l'entrée en force des FDI a entraîné en à peine deux mois plus de 3 500 morts et une nouvelle vague de plus d'un million de personnes contraintes de fuir leur foyer, dont environ 400 000 ont franchi la frontière avec la Syrie, un pays où les conditions minimales de sécurité ne sont pas réunies et où il n'est pas possible pour une grande partie de la population de subvenir à ses besoins les plus élémentaires.

Les tambours de guerre battaient en réalité depuis la fin de la dernière confrontation entre les FDI et les combattants du Hezbollah, au cours de l'été 2006. Le bilan de ces journées de combat inégal avait laissé un goût de frustration du côté israélien, les FDI n'ayant pas réussi à éliminer la capacité militaire de leur ennemi, ce qui a même permis à la milice libanaise de revendiquer la victoire dans la mesure où elle n'avait pas été anéantie. Depuis lors, la tension a été constante et la tentation de Tel-Aviv de frapper à nouveau de manière beaucoup plus vigoureuse s'est accrue au même rythme que le Hezbollah, avec le soutien évident de l'Iran, renforçant ses capacités, tant en termes d'effectifs que de matériel militaire. Il n'est donc pas surprenant que, dès le mois de juin de cette année, Netanyahu, profitant d'une visite aux troupes déployées près de la frontière avec le Liban, ait assuré que les FDI étaient prêtes à déclencher une « action très forte » contre ce pays. Dans le même temps, son gouver-

nement a élargi le nombre de réservistes mobilisables par les FDI, ajoutant 50 000 hommes aux 300 000 déjà approuvés depuis le début de l'opération punitive menée à Gaza et en Cisjordanie. Pendant ce temps, sur le terrain, les avions de combat israéliens ont effectué de fréquents survols, même au-dessus de la capitale libanaise, franchissant le mur du son dans une action d'intimidation classique, tout en augmentant les bombardements d'artillerie et aériens sur les régions du Sud, où le Hezbollah est traditionnellement plus présent.

Pour sa part, depuis le début de l'opération des FDI dans le territoire palestinien occupé, le Hezbollah a intensifié ses tirs de roquettes et de missiles au point de forcer l'évacuation de quelque 60 000 citoyens israéliens vivant dans les municipalités les plus proches de la frontière commune, en plus des 20 000 qui ont volontairement quitté leurs maisons dans d'autres zones voisines. Cette situation a non seulement imposé une charge économique au gouvernement israélien – en termes de fonds publics nécessaires pour couvrir les frais de logement et de subsistance de ces citoyens – mais elle a également renforcé la pression, généralement partagée par les commandants militaires, pour que le gouvernement s'efforce de rétablir la sécurité dans la région le plus rapidement possible.

Acteur dominant de la vie nationale libanaise, tant sur le plan politique que militaire, la milice chiite a annoncé son intention de rejoindre la cause palestinienne peu après le début du raid israélien à Gaza, afin de contraindre les FDI à interrompre leur opération contre les Gazaouis. C'est dans cette optique qu'ont été organisés les tirs de plus en plus fréquents de roquettes et de missiles sur le territoire israélien. Mais jusqu'à l'invasion israélienne, et après le coup dur porté par les cyber-assassinats et l'élimination de son principal dirigeant, Hassan Nasrallah, il est apparu clairement que son comportement sur le champ de bataille donnait à penser que, bien qu'il soit prêt à répondre à la punition reçue, il choisissait d'agir au niveau le plus faible possible afin de ne pas déclencher une escalade à grande échelle dont il savait qu'il s'en sortirait mal, compte tenu de l'énorme supériorité technologique et opérationnelle des FDI. En témoigne le fait que, pour une milice qui possède des dizaines de milliers d'engins capables de saturer les défenses antiaériennes d'Israël si un nombre beaucoup plus important de salves est lancé et qui, en outre, dispose de missiles hautement sophistiqués qui ont tout le territoire israélien à leur portée, les attaques d'artillerie ont été si maigres, concentrées sur des cibles militaires et sans utiliser la partie la plus sophistiquée de son arsenal. En résumé, on peut conclure que le Hezbollah n'allait pas abandonner le combat,



Des milliers de personnes protestent contre les attaques israéliennes au Liban et à Gaza, place Sebin. Sanaa, 1<sup>er</sup> novembre 2024./MOHAMMED HAMOUD/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

mais qu'il n'allait pas non plus jouer toutes ses cartes pour défendre les Palestiniens, au risque de favoriser son propre anéantissement.

Dans cette situation, alors qu'il semblait peu probable que les efforts diplomatiques visant à apaiser les tensions entre les deux acteurs portent leurs fruits, Tel-Aviv a été confronté à un dilemme difficile à résoudre. En principe, il ne semblait pas opportun d'ouvrir un nouveau front sans avoir contrôlé la situation dans la bande de Gaza. Mais la crainte de voir le Hezbollah continuer à se renforcer et à menacer Israël à sa frontière nord a conduit Netanyahu à prendre la décision de le faire, même si cela signifiait devoir gérer deux fronts simultanément, sans oublier que l'Iran pourrait utiliser d'autres pions actifs dans la région – tels que les Houthis yéménites d'Ansar Allah et les milices qu'il contrôle en Syrie et en Irak – pour compliquer encore davantage l'agenda d'Israël.

Et c'est à ce stade que l'option de l'escalade a finalement prévalu une fois de plus, sous l'effet de deux facteurs principaux. Le premier tient à la vision éclairée du gouvernement le plus extrémiste de l'histoire d'Israël, convaincu qu'il dispose d'une occasion historique d'achever la domination totale du territoire situé entre le Jourdain et la mer Méditerranée, en le réservant aux seuls Juifs. Le second est lié aux besoins propres de Netanyahu. Prolonger et étendre la guerre est la voie qu'il a choisie à la fois pour tenter de se remettre de son échec personnel en tant que garant supposé de la sécurité de

ses concitoyens face à l'attentat du 7 octobre, et pour éviter l'action de la justice dans les trois affaires judiciaires qui lui pendent au nez. Des affaires qui pourraient non seulement ruiner sa carrière politique, mais aussi le conduire en prison. D'où le calcul de Netanyahu que la poursuite de la guerre lui permettra de regagner la faveur populaire (et le début de l'invasion contre le Liban semble lui donner raison), tout en bloquant la possibilité d'élections anticipées et de mettre en péril sa position.

De la sorte, ce que font Netanyahu et ses semblables ne cherche pas à répondre à quoi que ce soit ni à qui que ce soit, mais fait partie d'un plan spécifiquement conçu pour créer un nouvel ordre régional, en redessinant la carte de la région pour servir les intérêts de Tel-Aviv. Une carte qui, dans le cas du Liban, leur permettra de « nettoyer » au moins la partie sud du pays, en empêchant le Hezbollah de se déplacer à sa guise, du moins pour longtemps. Ils savent qu'ils ne pourront pas éliminer complètement la milice, mais ils comptent sur son affaiblissement pour faire revenir les déplacés dans leurs lieux de résidence et pour accroître leur popularité en prévision des élections que Netanyahu pourra convoquer lorsque les vents lui seront favorables. Le problème n'est pas que, comme cela a été démontré dans le passé, le Hezbollah retrouve son potentiel plus vite que Tel-Aviv ne le croit et revienne à ses anciennes habitudes, mais que cette nouvelle opération, qui implique des crimes de guerre et la violation de la souveraineté d'un État comme le Liban, augmentera la possibilité d'un retour à l'occupation israélienne (comme entre 1982 et 2000) et le déclenchement d'un conflit régional à grande échelle dans lequel l'Iran décidera finalement d'utiliser toutes ses capacités et ses pions régionaux également. Il n'y a rien de bon à en attendre./